

1 - Actualité nationale et internationale

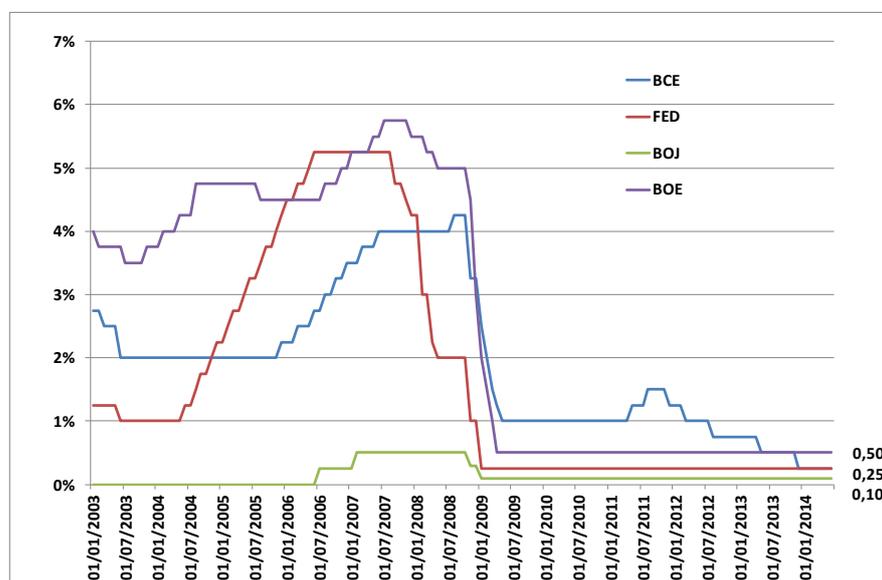
Taux d'intérêt

La BCE renforce l'orientation accommodante de sa politique monétaire

Lors de sa réunion du 5 juin 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a annoncé un ensemble de mesures visant à renforcer l'orientation accommodante de sa politique monétaire. La première série de mesures consiste en une nouvelle baisse des taux directeurs : le taux des opérations principales de refinancement est abaissé de 10 points de base, à 0,15% ; le taux de la facilité de prêt marginal est abaissé de 35 points de base, à 0,40% ; le taux de la facilité de dépôt est abaissé de 10 points de base, à -0,10%, c'est-à-dire un taux négatif. La deuxième série de mesures vise à soutenir l'activité de prêt bancaire aux ménages et aux sociétés non financières (à l'exception des prêts immobiliers). Elle consiste en opérations « ciblées » de refinancement à long terme (Targeted Longer-Term Refinancing Operations ou TLTRO) à échéance septembre 2018. La troisième série de mesures vise à améliorer le fonctionnement du mécanisme de transmission de la politique monétaire. Elle consiste à intensifier les travaux préparatoires relatifs à l'acquisition par l'Eurosystème de titres adossés à des actifs (asset-backed securities ou ABS) simples et transparents ayant pour actifs sous-jacents des créances privées. La quatrième série de mesures vise à contenir la volatilité des marchés monétaires. Elle consiste à prolonger au moins jusqu'en décembre 2016 la conduite des opérations principales de refinancement sous la forme d'appels d'offre à taux fixe dans lesquels l'intégralité des soumissions est servie (fixed-rate, full allotment), et à suspendre les opérations de stérilisation de la liquidité injectée dans le cadre du programme pour les Marchés de Titres (Securities Market Programme ou SMP). Lors de la conférence de presse suivant la réunion du Conseil, le Président de la BCE, Mario Draghi, a présenté cet ensemble de mesures en soulignant que « si nécessaire, la politique monétaire pourra de nouveau être rapidement assouplie » et que le Conseil des gouverneurs « affirmait unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels s'il devenait nécessaire de faire face à des risques supplémentaires d'une période trop prolongée de faible inflation ».

<https://www.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/la-bce/communiqués-et-décisions-de-la-banque-centrale-européenne.html>

Taux directeur des principales banques centrales



Nouveaux billets

Point sur la mise en circulation de la nouvelle gamme de billets en F CFP

Le 5 juin 2014, soit plus de 4 mois après leur introduction (le 20 janvier), les nouveaux billets en F CFP représentent 67 % de la circulation fiduciaire, tous territoires confondus. Ce taux atteint 83 % pour la Nouvelle-Calédonie, 56 % pour la Polynésie française et 26 % pour Wallis-et-Futuna. Pour mémoire, les billets de l'ancienne gamme peuvent être utilisés comme moyen de paiement ou déposés en compte bancaire jusqu'au 30 septembre 2014. Au-delà, ils seront échangeables auprès de l'IEOM selon certaines modalités.

Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en avril

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 364 100 en France métropolitaine fin avril 2014. Ce nombre est en hausse par rapport à la fin mars 2014 (+0,4 %, soit +14 800). Sur un an, il croît de 3,5 %.

Léger recul du chômage en ZE18 et UE28

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,7 % en avril 2014, en recul par rapport au taux de 11,8 % enregistré en mars 2014 et à celui de 12,0 % d'avril 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,4 % en avril 2014, en baisse par rapport au taux de 10,5 % de mars 2014 et à celui de 10,9 % d'avril 2013. Eurostat estime qu'en avril 2014, 25,471 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,751 millions dans la zone euro. Par rapport à mars 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 151 000 dans l'UE28 et de 76 000 dans la zone euro. Comparé à avril 2013, le chômage a baissé de 1,167 million de personnes dans l'UE28 et de 487 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,2 %) ainsi qu'au Luxembourg (6,1 %), et les plus élevés en Grèce (26,5 % en février 2014) et en Espagne (25,1 %).

Inflation

L'inflation en baisse dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,5 % en mai 2014, en baisse par rapport au mois d'avril où il était de 0,7 %. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en mai (1,1 % contre 1,6 % en avril), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,1 % contre 0,7 % en avril), des biens industriels hors énergie (0,0 % contre 0,1 % en avril) et de l'énergie (0,0 % contre - 1,2 % en avril).

France : Stabilité de l'IPC en avril

En avril 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est stable après une hausse de 0,4 % en mars 2014. Sur un an, il augmente de 0,7 % (après +0,6 % en mars 2014). Hors tabac, il est également inchangé en avril 2014 et croît de 0,6 % sur un an. Corrigé des variations saisonnières, l'IPC se replie de 0,2 % en avril 2014.

FMI

Alerte sur le marché immobilier mondial

S'appuyant sur un nouvel indice global des prix immobiliers, le FMI relève des risques de bulles immobilières : « L'indice global du FMI a progressé continuellement au cours de 7 trimestres. Sur les 12 derniers mois, les prix ont grimpé dans 33 pays des 51 pays passés en revue ». L'institution rappelle : « les flambées des prix immobiliers ont été à l'origine de plus de deux tiers des 50 crises bancaires récentes ». L'évolution récente du marché est plus particulièrement préoccupante en Belgique, au Canada (33 %), en Australie (32 %), en Nouvelle-Zélande (30 %), au Royaume-Uni (27,5 %) et en France (28,5 %).

Asie

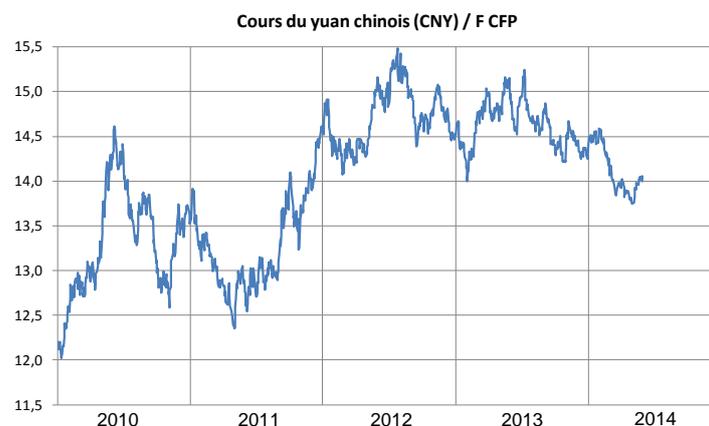
Chine : Internationalisation croissante du yuan

En un an, l'utilisation de la devise chinoise par les États-Unis pour commercer avec la Chine a quadruplé. Les échanges libellés en yuan ne représentent encore que 2,4 % des transactions entre ces deux puissances (soit +1,7 point en un an). Mais, selon les données de Swift (qui recense les échanges automatiques réalisés par 10 000 banques du monde entier), la valeur des paiements en renminbi entre les États-Unis et le reste du monde a progressé de 327 % sur un an en avril 2014.

2 – Actualité régionale

Chine : internationalisation croissante du yuan

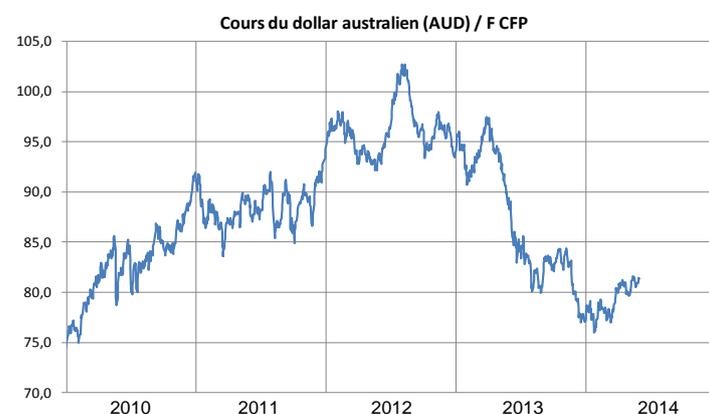
En un an, l'utilisation de la devise chinoise par les États-Unis pour commercer avec la Chine a quadruplé. Les échanges libellés en yuan ne représentent encore que 2,4 % des transactions entre ces deux puissances (soit +1,7 point en un an). Mais, selon les données de Swift (qui recense les échanges automatiques réalisés par 10 000 banques du monde entier), la valeur des paiements en renminbi entre les États-Unis et le reste du monde a progressé de 327 % sur un an en avril 2014.



Australie : accélération de la croissance trimestrielle

En Australie, le taux de croissance accélère au premier trimestre 2014 : +1,1 % après +0,8 % le quatrième trimestre 2013. Cette évolution a été portée par la consommation des ménages, les exportations et l'investissement privé. L'activité dans l'industrie minière et le secteur financier a été soutenue.

Lors de sa réunion du 3 juin 2014, la banque centrale australienne (RBA) a laissé inchangé son taux directeur à 2,5 %.



Nouvelle-Zélande : un nouvel excédent commercial

En avril 2014, l'économie néo-zélandaise a enregistré, avec 534 millions de dollars NZ, un excédent commercial pour le sixième mois consécutif. Après les niveaux record des mois précédents, les exportations ont diminué de 6,5 % par rapport au mois de mars tandis que les importations sont en hausse de 5,0 %.

Le taux de chômage se stabilise à 6,0 % de la population active au premier trimestre 2014 (contre 6,2 % un an auparavant).

Le 24 avril 2014, la banque centrale de la Nouvelle-Zélande a augmenté son principal taux directeur de 0,25 point à 3,0%.



3 – Brèves économiques locales

Nouvelle gamme de billets francs Pacifique: la nouvelle gamme représente 83 % de la circulation fiduciaire du Territoire

Au 30 mai 2014, la nouvelle gamme de billets représentait 83 % de la circulation fiduciaire en nombre et 79 % en valeur. Près de 5,1 millions de billets de la nouvelle gamme ont ainsi été émis depuis le 20 janvier 2014. Presque symétriquement, la circulation en volume des coupures de l'ancienne gamme diminue, semaine après semaine. Le nombre de billets de l'ancienne gamme retirés de la circulation atteint, depuis le 20 janvier, 4,4 millions de billets, soit un taux de retour global de 81,1 % en volume.

Le directeur de Tracfin à Nouméa

Le directeur de Tracfin, Jean-Baptiste Carpentier, était en visite à Nouméa dans le cadre d'une campagne de sensibilisation à la lutte contre le blanchiment dans les Outre-mer. C'est le premier déplacement de la direction de Tracfin en Nouvelle-Calédonie depuis sa création il y a 25 ans. Une conférence a été organisée le 13 mai à la Cour d'Appel de Nouméa à l'attention des professionnels du secteur financier et immobilier en présence du Procureur Général. La séance de présentation a permis de rappeler le rôle de Tracfin ainsi que le processus déclaratif. Tracfin est une cellule administrative rattachée au Ministère des Finances et des Comptes Publics dont la mission est de recueillir, analyser et enrichir les déclarations de soupçon émanant des professions financières et non financières assujetties (site internet : www.economie.gouv.fr/tracfin).

Accident industriel sur le site de VALE NC

Dans la nuit du 6 au 7 mai 2014, un rejet accidentel d'environ 96 m³ de solution acide a été déversé dans le creek de la Baie Nord, lors du transfert des effluents du bassin de confinement de la raffinerie vers le bassin de soufre du système de confinement tertiaire. La fuite était liée à une vanne démontée sur le circuit de transfert. La Province Sud a pris un arrêté de suspension de l'activité de l'usine dès le 7 mai. Un diagnostic général relatif à la sécurité du site a été réalisé par l'organisme indépendant INERIS (Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques) afin d'obtenir un avis indépendant et éclairé sur la démarche globale de gestion de la sécurité adoptée par l'industriel. Après concertation avec les experts d'INERIS, le comité consultatif coutumier environnemental de VALE NC, les autorités coutumières de l'aire Djubéa Kapume et les associations environnementales intéressées, la Province Sud a pris deux arrêtés autorisant la réouverture de l'usine, sous plusieurs conditions suspensives suivantes :

- avant remise en service : l'équipement de tous les points de rejet du site d'alarmes et la création d'un service d'inspection interne unique;
- sous délai d'un mois : « l'étanchéification » totale du site, la création d'une direction interne de la sécurité et la révision de toutes les études de dangers et mesures de réduction des risques;
- sous délai de deux mois : la révision de toutes les procédures de contrôle d'intégrité structurelle des équipements, de gestion du fonctionnement en mode dégradé, et du système de gestion de sécurité de l'usine ainsi que l'organisation d'exercices de sécurité;
- sous délai de trois mois : la révision complète du plan d'opérations internes (POI);
- sous délai de quatre mois : le lancement des nouvelles expertises préconisées par l'INERIS et la remise du bilan de fonctionnement anticipé.

Mise en place des titres restaurants

Le dispositif des titres restaurants dont la loi de pays a été votée en octobre 2013 se concrétisera d'ici la fin du mois de juin. Ce premier projet fonctionne grâce au GIE Chèques services calédoniens qui fédère outre la Mutuelle du commerce, le Médef et quatre organisations syndicales. L'autre entité agréée par le gouvernement, « E-solutions » sera gestionnaire des cartes nominatives prépayées. Les entreprises calédoniennes pourront s'affilier auprès de ces deux partenaires. La part patronale du « titre restaurant » sera au maximum de 50 % ou 60 % selon que la valeur nominale du chèque est respectivement de 1 440 F CFP ou 1 200 F CFP.

Nickel : le calendrier est respecté pour l'usine de Gwangyang

Le président du conseil d'administration de la Société du Nickel de Nouvelle-Calédonie et Corée (SNNC) a confirmé l'avancée des travaux d'extension du projet de l'usine. La livraison fin juin d'un nouveau port permettra le doublement de la capacité d'accueil du minerai nécessaire à l'objectif de 54 000 tonnes de nickel métal contenu fixé par les partenaires SMSP et POSCO. Sur le site même de l'usine, l'installation des fours de la deuxième ligne de production est réalisée à 60 %. La première coulée est prévue pour fin novembre 2014.

Etude prospective emploi-formation et les salaires par métier en 2013

L'Institut pour le développement des compétences en Nouvelle-Calédonie (IDCNC) a publié deux études. La première concerne l'évaluation des besoins futurs en emploi et formation. La seconde permet d'avoir des données chiffrées sur les salaires par métier. Les hausses de salaires ont été en moyenne plus rapides que l'inflation sur ces deux dernières années (+5,1 % contre +3,1 %), le SMG (Salaire minimum garanti) augmentant de 8,6 % sur la période. Le salaire mensuel moyen s'établit à 289 000 F CFP.

Publications

L'IEOM a publié les études suivantes :

- La note expresse NE n° 128 – Tendances Conjoncturelles - 1^{er} trimestre 2014
- Infos financières – Suivi des crédits aux entreprises au 31 mars 2014
- Infos financières – Coût du crédit et production de crédit en Nouvelle-Calédonie au quatrième trimestre 2013

Le partenariat CEROM a publié :

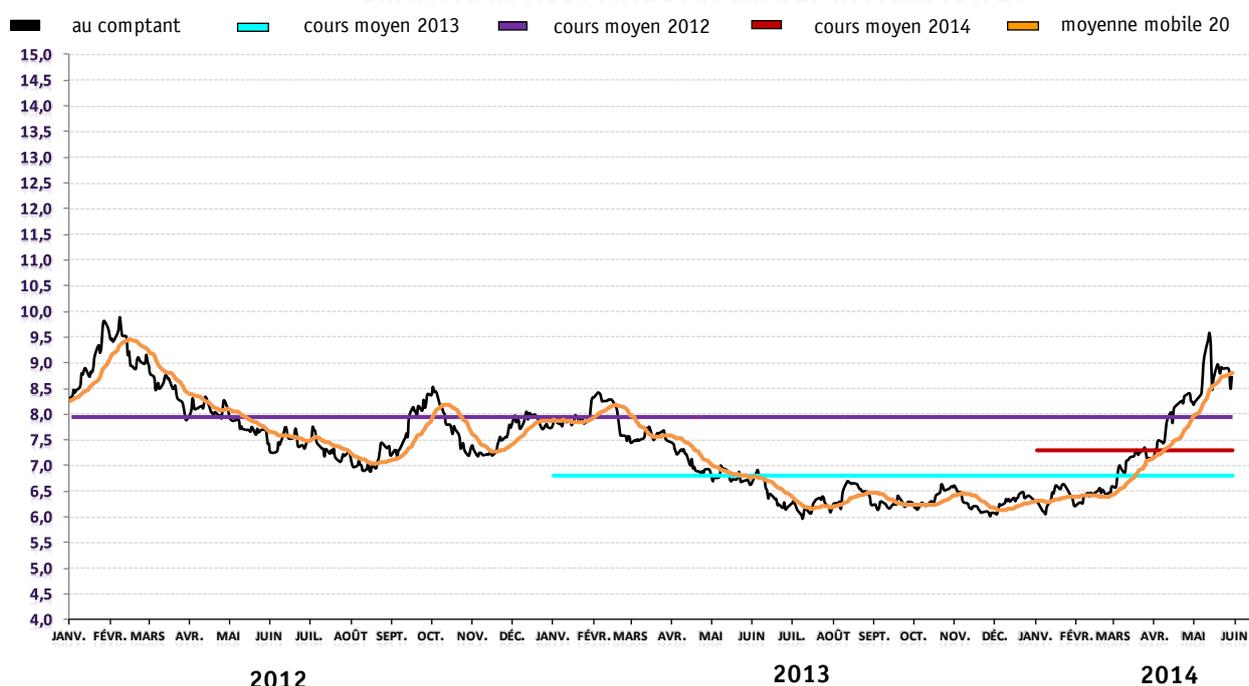
- Tableau de bord économique de la Nouvelle-Calédonie - 1^{er} trimestre 2014
- Les comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2012 : « Le ralentissement se confirme ».

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		mai-14	104,7	0,0%	-0,5%
Nombre de demandeurs d'emploi		avr.-14	7 504	-4,6%	14,1%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	mars-14	9 432	1,9%	-5,2%
	cumulées	mars-14	23 856	-	-20,0%
Importations	mensuelles	mars-14	22 855	-2,1%	8,9%
	cumulées	mars-14	69 551	-	-1,3%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		mai-14	8,81	11,9%	30,0%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		mai-14	766	12,5%	22,9%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	mars-14	445	12,2%	73,1%
	cumulées	mars-14	916	-	10,0%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferro-nickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	mars-14	7 220	3,4%	30,6%
	cumulées	mars-14	18 297	-	13,1%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	avr.-14	7 986	-5,2%	-0,2%
	cumulés	avr.-14	31 180	-	-3,4%
• Nuitées	mensuels	févr.-14	44 976	-11,4%	-1,5%
	cumulés	févr.-14	95 726	-	0,0%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		févr.-14	57%	+ 3,0 pts	+ 0,6 pt
• Croisiéristes (p)		janv.-14	48 422	-	-4,2%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mars-14	9 650	10,8%	-11,0%
	cumulées	mars-14	25 951	-	-11,8%
• Index BT 21 (p)		avr.-14	101,40	-0,1%	0,0%
• IRL (p)		avr.-14	119,92	0,0%	1,0%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	mars-14	89	ns	-9,6%
	cumulées	mars-14	142	-	ns
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	mars-14	137	ns	-
	cumulées	mars-14	218	-	-14,4%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	mai-14	426	-13,6%	-22,5%
	cumulées	mai-14	2 481	-	-9,3%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	avr.-12	avr.-13	avr.-14	var 13/12	var 14/13
Circulation fiduciaire	15 678	17 623	15 151	12,4%	-14,0%
Dépôts à vue	236 781	256 807	270 542	8,5%	5,3%
Total M1	252 459	274 430	285 693	8,7%	4,1%
M2-M1	101 328	107 756	114 249	6,3%	6,0%
Total M3	531 321	603 857	591 305	13,7%	-2,1%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	mars-12	mars-13	mars-14	var 13/12	var 14/13
Entreprises	430 054	454 194	445 551	5,6%	-1,9%
Ménages	392 568	404 716	409 101	3,1%	1,1%
Collectivités locales	60 356	64 453	78 140	6,8%	21,2%
Autres agents de CCB non ventilés	15 273	15 304	12 771	0,2%	-16,5%
Total concours sain	898 251	938 667	945 564	4,5%	0,7%
Créances douteuses brutes	18 922	19 954	29 676	5,5%	48,7%
Total concours brut	917 173	958 621	975 240	4,5%	1,7%

Interdits bancaires

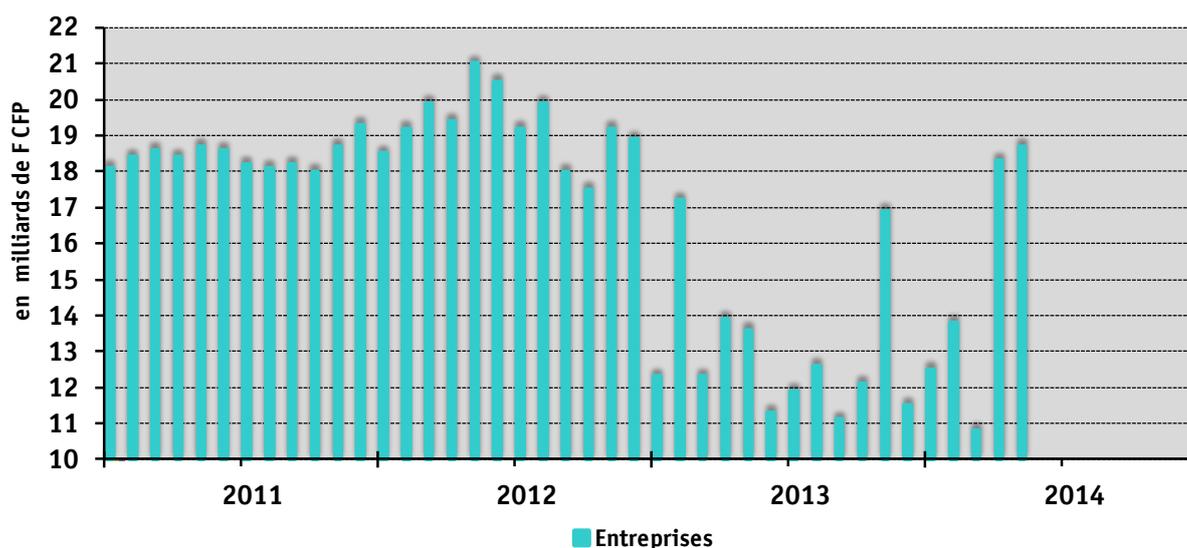
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	mai-14	7 921	0,5%	3,1%
	dont personnes physiques	mai-14	7 020	0,3%	2,6%
	dont personnes morales	mai-14	901	2,4%	7,0%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
	Cotes valides	avr.-14	16 225	0,5%	4,1%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	avr.-14	5 054	6,5%	-2,1%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	mai-14	18,7	2,1%	37,3%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	Var .
Indice des prix à la consommation	mai	105,19	104,66	-0,5%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	mars	55 009	57 476	4,5%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	mars	48 403	50 877	5,1%
créations d'entreprises	déc*	5 121	5 069	-1,0%
cessations d'entreprises (p)	sept*	2 508	2 286	-8,9%
liquidations judiciaires (nb)	déc*	144	109	-24,3%
redressements judiciaires (nb)	déc*	123	71	-42,3%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mai	842	901	7,0%
ventes de ciment local (tonnes)	mars	29 359	25 950	-11,6%
importations de ciment (tonnes)	mars	55	1	n.s
total ciment (tonnes)	mars	29 414	25 951	-11,8%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	mars	7 128	7 905	10,9%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	avr	2 241	2 824	26,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	avr	1 286	1 233	-4,1%
Ménages				
emploi salarié (nb)	déc*	87 963	89 656	1,9%
dont secteur privé	déc*	63 444	64 401	1,5%
dont secteur public	déc*	24 519	25 255	3,0%
demandes d'emploi de fin de mois	avr	6 576	7 504	14,1%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	avr	6 819	7 513	10,2%
chômeurs indemnisés	mars	2 048	2 482	21,2%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	mai	899,3	899,3	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mai	7 055	7 020	-0,5%
décisions retraits cartes bancaires	mai	1 208	1 336	10,6%
incidents paiements sur chèques	mai	17 120	13 203	-22,9%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mai	2 734	2 481	-9,3%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	avr	4 995	4 866	-2,6%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	mars	8 217	8 067	-1,8%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	mars	3 824	3 856	0,9%
Echanges				
nombre de touristes	avr	32 287	31 180	-3,4%
nombre de croisiéristes	janv	50 570	48 422	-4,2%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	févr	54,4%	56,5%	2,2 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	mai	7,48	7,32	-2,1%
cours du nickel au LME en \$/lb	mai	6,78	8,81	30,0%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	mars	833	916	10,0%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	mars	3 780	3 070	-18,8%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	mars	16 173	18 297	13,1%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	mars	22 011	19 091	-13,3%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	mars	166	142	-14,6%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	mars	255	218	-14,4%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	mars	26 046	22 379	-14,1%
part de ces produits dans le total des exportations	mars	87,3%	93,8%	6,5 pts
total des importations (M FCFP)	mars	70 471	69 551	-1,3%
total des exportations (M FCFP)	mars	29 824	23 856	-20,0%
taux de couverture	mars	42,32%	34,30%	-8,0 pts
recettes douanières (M FCFP)	mai	19 148	19 431	1,5%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	avr	256 807	270 542	5,3%
M1	avr	274 430	285 693	4,1%
M2	avr	382 186	399 942	4,6%
Dépôts à termes	avr	221 630	191 363	-13,7%
M3	avr	603 857	591 305	-2,1%
P1	avr	3 677	3 880	5,5%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil*	5,36%	4,96%	-0,40 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil*	4,20%	4,37%	0,17 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil*	4,70 %	4,31 %	-0,39 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	juil*	6,86 %	7,08 %	0,22 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	mars	958 621	975 240	1,7%
Ménages	mars	404 716	409 101	1,1%
dont crédits à la consommation	mars	73 463	73 067	-0,5%
dont crédits à l'habitat	mars	325 125	330 345	1,6%
Entreprises	mars	454 194	445 551	-1,9%
dont crédits d'exploitation	mars	84 093	75 727	-9,9%
dont crédits d'investissement	mars	239 880	235 266	-1,9%
dont crédits à la construction	mars	114 391	118 243	3,4%
Collectivités locales	mars	64 453	78 140	21,2%
dont d'investissement	mars	62 268	76 203	22,4%
Autres agents de CCB non ventilés	mars	15 304	12 771	-16,5%
créances douteuses brutes	mars	19 954	29 676	48,7%
taux de créances douteuses brutes	mars	2,1%	3,0%	1,0 pt
ensemble des actifs financiers	mars	702 052	704 200	0,3%
Ménages	mars	360 551	379 544	5,3%
Sociétés	mars	232 726	216 922	-6,8%
Autres agents	mars	108 775	107 734	-1,0%
dont assurances-vie	mars	103 541	108 353	4,6%

(p) : provisoire (a) : actualisé
*2012/2013

2 – Actualité régionale

Forte progression des exportations australiennes vers la Chine

En 2013, les exportations de biens et services australiens vers la Chine ont atteint un niveau record de 102 milliards de dollars, en hausse de 27,5 % par rapport à 2012. La Chine est le principal partenaire commercial de l'Australie, avec plus du tiers de ses exportations, devant le Japon (17 %), la Corée du Sud (7 %), les États-Unis (5 %) et l'Inde (4 %). L'Australie a récemment conclu des accords commerciaux avec le Japon et la Corée du Sud et un accord de libre-échange avec la Chine est en cours de négociation.

Entrée en production d'une unité de gaz naturel liquéfié en Papouasie-Nouvelle Guinée

Fin mai, la société pétrolière et gazière américaine Exxon Mobil a officiellement lancé la production de gaz naturel liquéfié dans une nouvelle usine implantée à Port-Moresby, en Papouasie-Nouvelle Guinée. Né en 2010, ce projet est considéré comme le plus important à l'échelle mondiale dans cette catégorie d'énergie et place d'ores et déjà la Papouasie-Nouvelle Guinée en tête du classement des exportateurs mondiaux de gaz naturel liquéfié. Avec une capacité annuelle de production d'environ sept millions de tonnes métriques, la durée de vie de l'exploitation est estimée à une trentaine d'années. D'après le gouvernement papou, les retombées économiques de la mise en production de cette usine devraient engendrer une croissance de plus de 20 % du produit intérieur brut (PIB) national en 2014.

1.7 million de visiteurs dans la région Pacifique en 2013

Selon la South Pacific Tourism Organisation (SPTO), une organisation régionale chargée de promouvoir le tourisme dans la zone Pacifique Sud, la destination Pacifique (tous pays et territoires confondus) a attiré environ 1,7 million de visiteurs en 2013, soit une fréquentation touristique en hausse de 2,4 % par rapport à 2012. Les îles Fidji demeurent la destination la plus prisée, attirant entre 35 et 40 % des visiteurs de la région en 2013.

Achat de terrains fidjiens par les îles Kiribati

L'archipel de Kiribati vient de procéder à l'acquisition de plus de 2 000 hectares de terrains aux îles Fidji. Situés sur l'île de Vanua Levu, ces terres seront exclusivement destinées à de la production agricole, afin notamment de renforcer la résilience économique et sociale et la sécurité alimentaire du pays acquéreur. L'archipel est en effet directement menacé par la montée des eaux de l'Océan Pacifique engendrée par le réchauffement climatique et risque à plus ou moins long terme d'être confronté à une raréfaction de ses terres arables.

Nouveaux billets

Point sur la mise en circulation de la nouvelle gamme de billets en F CFP

Le 5 juin 2014, soit plus de 4 mois après leur introduction (le 20 janvier), les nouveaux billets en F CFP représentent 67 % de la circulation fiduciaire, tous territoires confondus. Ce taux atteint 83 % pour la Nouvelle-Calédonie, 56 % pour la Polynésie française et 26 % pour Wallis-et-Futuna. Pour mémoire, les billets de l'ancienne gamme peuvent être utilisés comme moyen de paiement ou déposés en compte bancaire jusqu'au 30 septembre 2014. Au-delà, ils seront échangeables auprès de l'IEOM selon certaines modalités.

3 – Brèves locales

Ouverture d'une nouvelle surface de commerce alimentaire

Le 22 avril dernier, un nouveau magasin alimentaire de type supermarché a ouvert ses portes au Fenuarama à Mata'Utu, venant enrichir l'appareil commercial de l'île. Cette nouvelle implantation introduit un contexte de concurrence sur le Territoire, qui n'est pas sans inquiéter les commerçants de la place déjà installés. L'enseigne prévoit l'ouverture de deux autres magasins, au Nord et au Sud de Wallis.

Participation des électeurs wallisiens et futuniens aux élections européennes

Malgré un taux d'abstention de plus de 50 %, Wallis-et-Futuna enregistre la mobilisation la plus forte pour ces élections européennes : le 25 mai dernier, environ 49 % des électeurs wallisiens et futuniens se sont déplacés aux urnes pour participer aux élections, contre seulement 17 % des électeurs dans l'ensemble de l'Outre-mer. Les trois eurodéputés élus pour représenter l'Outre-mer au Parlement européen au cours des cinq prochaines années sont Maurice PONGA (UMP) pour la section Pacifique, Louis-Joseph MANSCOUR (PS) pour la section Atlantique et Younous OMARJEE (Divers Gauche) pour la section Océan Indien. Maurice PONGA a recueilli le soutien de 37 % des votants de Wallis-et-Futuna.

8^e Comité de pilotage de l'ADIE de Wallis-et-Futuna

En 2013, l'ADIE de Wallis-et-Futuna a géré un portefeuille de 45 microcrédits pour un montant total de 26,6 millions de F CFP ; elle a également accordé 19 prêts d'honneur, pour un montant de 5,5 millions de F CFP. Les principaux secteurs d'activité bénéficiaires de ses financements ont été, cette année encore, le secteur primaire (33 % du portefeuille) et le secteur de l'artisanat (29 %). L'association affiche un taux d'incident de 58 %, majoritairement causé par des retards dans les remboursements, et un taux d'impayés de 5,9 % sur 36 mois. Pour mémoire, l'ADIE est installée depuis 2009 à Wallis et 2013 à Futuna. Cette association octroie des microcrédits aux personnes ayant des difficultés à accéder aux prêts bancaires classiques pour la création ou le développement de leur entreprise. Elle accompagne ses bénéficiaires avant, pendant et après la création du projet, pour en assurer la pérennité et amener progressivement ses clients vers le secteur formel. Elle dispose d'une équipe locale composée d'un délégué régional à Wallis, d'une conseillère à Futuna et de sept bénévoles.

Extension et adaptation à Wallis-et-Futuna des dispositions du livre IV du code de commerce

Une ordonnance (n°2014-487) parue au JORF du 15 mai dernier rend l'ensemble des dispositions du livre IV du code de commerce applicables à Wallis-et-Futuna. Pour mémoire, l'ordonnance n°2000-912 du 18 septembre 2000 avait déjà rendu ces dispositions partiellement applicables dans la collectivité, sans prise en compte de la plupart des modifications apportées depuis par les différentes lois. Désormais, toutes les dispositions du livre IV (à l'exception de quelques renvois à des réglementations particulières) sont applicables à Wallis-et-Futuna. C'est notamment le cas des articles légiférant sur l'interdiction des pratiques anticoncurrentielles (titre II) et des abus de position dominante (titre IV), mais aussi sur l'installation d'une Autorité de la concurrence (titre VI). Grâce à ce texte, les entreprises du Territoire pourront par ailleurs bénéficier des délais de paiement en vigueur défini dans le code de commerce, et ne payer leurs achats auprès de leurs fournisseurs métropolitains qu'à réception des marchandises.

Publications

L'IEOM vient de publier ses Tendances conjoncturelles ainsi que son étude des Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna pour le 1^{er} trimestre 2014. Ces notes sont téléchargeables sur notre site Internet :

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne127_tendances_tendances_conjoncturelles_1t2014_wallis.pdf

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/infos_financieres_evolutions_bancaires_et_monetaires_1t2014_wallis.pdf

Le Rapport annuel « Wallis-et-Futuna en 2013 » vient également de paraître. Il sera téléchargeable sur notre site Internet dans les prochains jours.

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

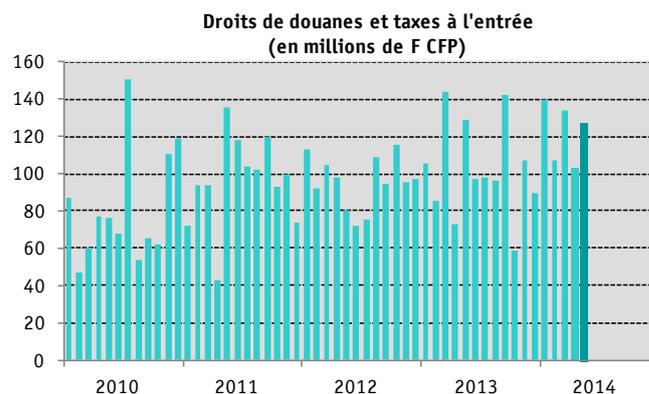
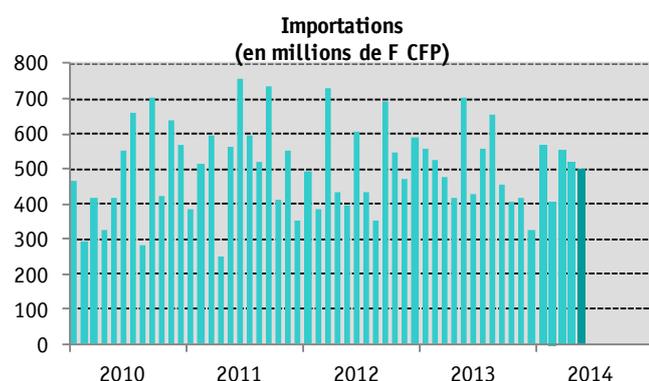
4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			1T 14	116,82	-	1,4%
SMIG mensuel en XPF			mai-14	89 149	-	2,0%
Nombre d'emplois salariés			déc-13	2 295	-	10,0%
Échanges extérieurs (millions de XPF)						
Importations	mensuelles	mai-14	499	-4,4%	-29,3%	
	cumulées	mai-14	2 553	-	-4,7%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mai-14	127	23,7%	-1,4%	
	cumulés	mai-14	611	-	13,7%	
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	mai-14	45	42,7%	-74,6%	
	cumulées	mai-14	202	-	13,6%	

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	mars-14	1 618	12,2%	8,1%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	avr-14	640	9,4%	-1,2%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	avr-14	142	-7,3%	-14,5%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	mars-14	1 750	-26,3%	8,5%
	cumulé	mars-14	7 054	-	0,9%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	mars-14	nc	-	-
	cumulé	mars-14	nc	-	-
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	mai-14	4	100,0%	-20,0%
	cumulées	mai-14	16	-	-23,8%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	mai-14	8	-70,4%	-20,0%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

nc : non communiqué



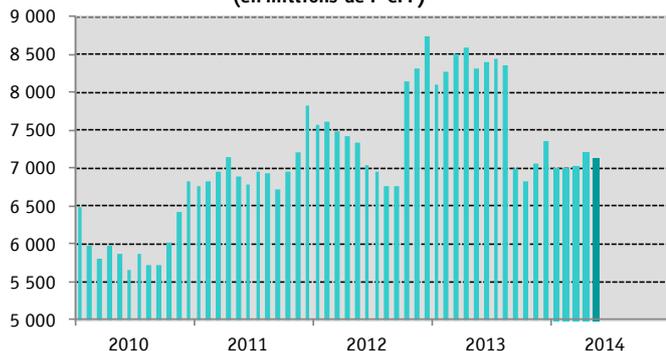
5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

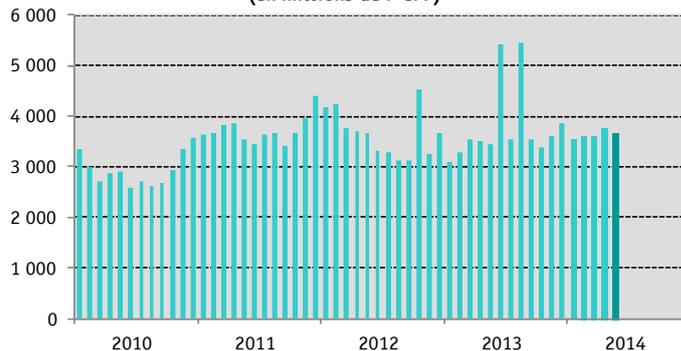
Nette contraction de la masse monétaire en rythme annuel

en millions de F CFP	mai-13	avr-14	mai-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 157	2 101	2 103	0,1%	-2,5%
Dépôts à vue	3 448	3 762	3 681	-2,1%	6,8%
Total M1	5 605	5 864	5 784	-1,3%	3,2%
M2-M1	524	531	517	-2,7%	-1,4%
Total M3	8 321	7 215	7 122	-1,3%	-14,4%

Masse monétaire
(en millions de F CFP)



Dépôts à vue
(en millions de F CFP)

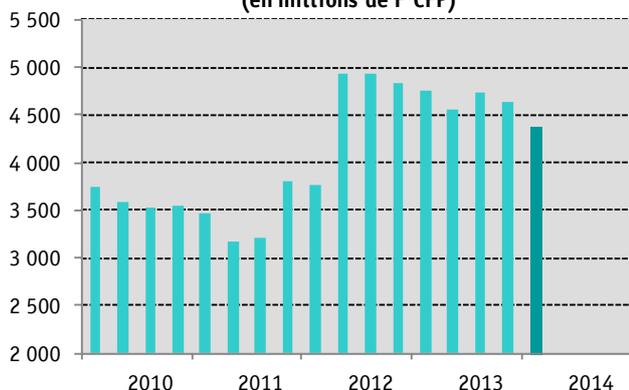


Concours de caractère bancaire

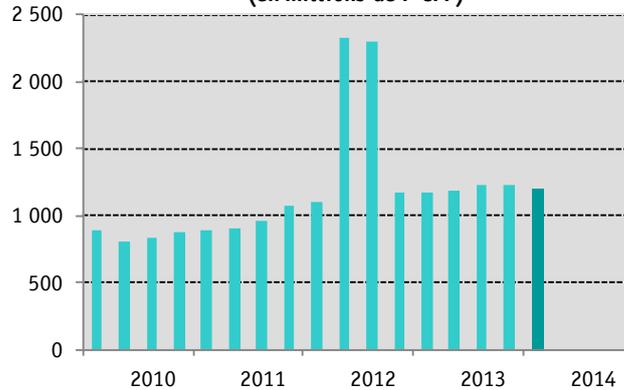
Recul de l'encours des crédits sur l'année

en millions de F CFP	mars-12	mars-13	mars-14	▲/an
Crédits de trésorerie	1 104	1 169	1 202	2,8%
Crédits à l'équipement	1 489	2 323	2 077	-10,6%
Crédits à l'habitat	435	467	370	-20,6%
Autres crédits	230	324	277	-14,4%
Total encours sain	3 258	4 283	3 926	-8,3%
Créances douteuses brutes	514	473	461	-2,7%
Total encours brut	3 772	4 757	4 386	-7,8%

Encours de crédits bruts
(en millions de F CFP)



Encours de crédits de trésorerie
(en millions de F CFP)

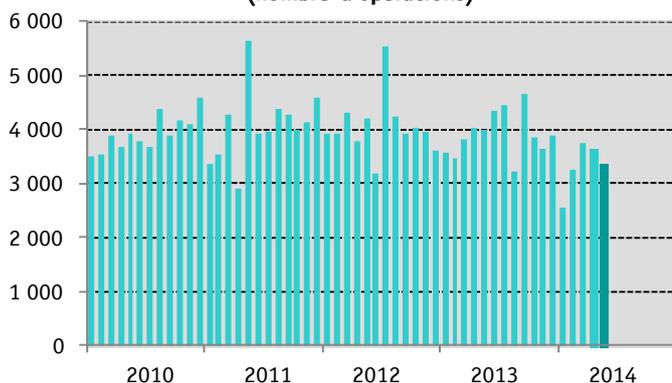


Compensation

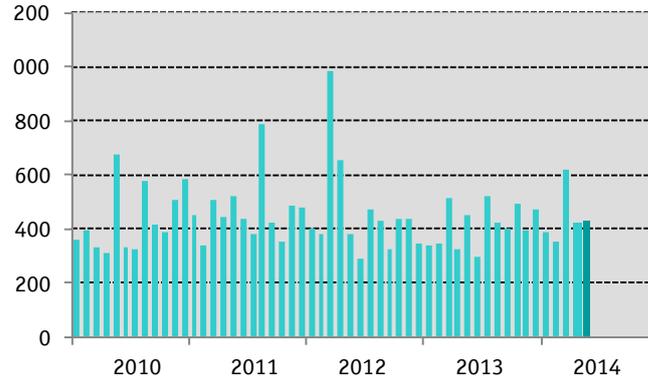
Baisse en nombre et en valeur des opérations de compensation

	mai-13	avr-14	mai-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 000	3 652	3 344	16 577	-8,4%	-16,4%
Compensation (en millions de CFP)	453	423	432	2 214	2,2%	-4,6%

En volume
(nombre d'opérations)



En valeur
(millions de XPF)



Incidents bancaires

Diminution significative du nombre d'incidents de paiement sur chèque

en nombre	mai-13	avr-14	mai-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	42	43	58	330	34,9%	38,1%
Retraits de cartes bancaires	0	3	4	12	33,3%	-

Interdits bancaires

Recul du nombre de personnes physiques en situation d'interdits bancaires

en nombre	mai-13	avr-14	mai-14	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	364	334	335	0,3%	-8,0%
- dont personnes physiques	354	321	322	0,3%	-9,0%
- dont personnes morales	10	13	13	0,0%	30,0%

Cotation

en nombre	mai-13	avr-14	mai-14	▲/mois	▲/an
Cotes valides	44	48	48	0,0%	9,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	16	16	16	0,0%	0,0%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	2014	▲/an
Indicateurs économiques					
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	1T	111,02	115,22	116,82	1,4%
Entreprises					
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mai	13	10	13	30,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mai	287	407	361	-11,3%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mai	15	35	125	251,2%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mai	18	46	42	-8,7%
Ménages					
emploi salarié (nb)	décembre	2 087	2 295	-	-
dont secteur privé	décembre	841	853	-	-
dont secteur public	décembre	1 246	1 442	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	mai	502	517	528	2,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mai	405	354	322	-9,0%
décision retrait cartes bancaires (nb)	mai	3	12	12	0,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	mai	378	280	330	17,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mai	586	782	685	-12,4%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mai	382	360	358	-0,4%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mai	152	144	134	-7,2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mai	57	42	40	-4,8%
Échanges extérieurs en millions de XPF					
importations	mai	2 435	2 679	2 553	-4,7%
exportations	mai	-	-	-	-
recettes douanières	mai	689	720	838	16,5%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	mai	488	537	611	13,7%
dont taxes intérieures de consommation	mai	194	178	202	13,6%
Indicateurs financiers					
La masse monétaire en millions de XPF					
Dépôts à vue	mai	3 673	3 448	3 681	6,8%
M1	mai	5 800	5 605	5 784	3,2%
M2	mai	6 349	6 129	6 301	2,8%
Dépôts à terme	mai	989	2 192	820	-62,6%
M3	mai	7 338	8 321	7 122	-14,4%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
	mars	3 772	4 757	4 386	-7,8%
Ménages	mars	1 420	1 533	1 476	-3,7%
<i>dont crédits à la consommation</i>	mars	1 121	1 192	1 220	2,4%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	mars	299	341	256	-25,0%
Entreprises	mars	1 486	2 466	2 199	-10,8%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	mars	71	81	61	-24,8%
<i>dont crédits d'investissement</i>	mars	1 216	2 084	1 873	-10,1%
Collectivités locales	mars	273	240	204	-15,0%
Autres agents et CCB non ventilés	mars	79	45	47	5,4%
créances douteuses brutes	mars	514	473	461	-2,7%
taux de créances douteuses	mars	13,6%	10,0%	10,5%	+0,5 pt
Ensemble des actifs financiers					
	mars	3 023	3 022	3 103	2,7%
Ménages	mars	919	953	1 047	9,9%
<i>dont assurances-vie</i>	mars	1 860	1 640	1 626	-0,8%
Sociétés	mars	1 860	1 640	1 626	-0,8%
Autres agents	mars	3 678	3 886	2 188	-43,7%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

2 – Brèves économiques régionales

Chine : internationalisation croissante du yuan

En un an, l'utilisation de la devise chinoise par les États-Unis pour commercer avec la Chine a quadruplé. Les échanges libellés en yuan ne représentent encore que 2,4 % des transactions entre ces deux puissances (soit +1,7 point en un an). Mais, selon les données de Swift (qui recense les échanges automatiques réalisés par 10 000 banques du monde entier), la valeur des paiements en renminbi entre les États-Unis et le reste du monde a progressé de 327 % sur un an en avril 2014.

Nouvelle-Zélande : la banque centrale relève à nouveau son taux directeur

Le 12 juin, la banque centrale a relevé son principal taux directeur (OCR) de 0,25 point à 3,25 %, pour la troisième fois consécutive, afin de contenir l'inflation générée par la reprise économique. L'économie néo-zélandaise a progressé de 4 % sur les douze derniers mois, grâce notamment à la reprise du secteur de la construction. Par ailleurs, le taux de chômage se stabilise à 6,0 % de la population active au premier trimestre 2014.

Australie : accélération de la croissance trimestrielle

La banque centrale d'Australie (BRA) a maintenu, le 3 juin, son principal taux directeur à 2,5 %. Le taux de croissance accélère au premier trimestre 2014 : +1,1 % après +0,8 % au quatrième trimestre 2013. Cette évolution a été portée par la consommation des ménages, les exportations et l'investissement privé. En glissement annuel, la croissance s'élève à 3,5 %.

3 – Brèves économiques locales

AFD : 20,7 milliards de F CFP de financements en Polynésie française en 2013

Mardi 3 juin, l'Agence Française de Développement a publié son rapport d'activité 2013 dans les Outre-mer. Au total, 1,5 milliard d'euros de financements ont été accordés dans l'année aux territoires ultramarins. L'AFD a apporté son soutien à l'économie polynésienne avec 20,8 milliards de F CFP de nouveaux financements. 17,6 milliards de F CFP ont été débloqués en faveur du secteur bancaire pour assurer le financement à long terme des entreprises et soutenir ainsi la croissance économique, et sept financements ont été accordés aux communes polynésiennes (contre six en 2012). En 2013, sa filiale SOGEFOM a facilité l'accès au crédit pour 134 PME avec près de 1,3 milliards de F CFP de garanties octroyées.

Finances : 12,5 milliards de F CFP de prêts à la Polynésie française

Sur les 14,8 milliards de F CFP que le Pays prévoit d'emprunter en 2014, 12,5 milliards ont déjà été financés. La Banque de Tahiti, la SFIL (Caisse française de financement local) et la Banque de Polynésie ont prêté respectivement 1,8 milliard, 2,4 milliards et 1,5 milliard de F CFP. Par ailleurs, après la levée d'une première tranche d'emprunt de 2 milliard de F CFP, souscrite par un grand groupe bancaire européen, le groupe Generali a souscrit, le 10 juin, un montant de 4,8 milliards de FCFP, remboursable en huit ans.

Tourisme : le GIE Tahiti Tourisme présent au *South Pacific Tourism Exchange* en Nouvelle-Zélande

Le GIE Tahiti Tourisme, accompagné de huit partenaires locaux, a participé à la première édition du *South Pacific Tourism Exchange* (SPTÉ) qui s'est tenue à Auckland les 22 et 23 mai. Organisé par la *South Pacific Tourism Organization* (SPTO), l'événement avait pour objectif de promouvoir le Pacifique Sud auprès des soixante tour-opérateurs nord-américains, chinois, européens, australiens et néo-zélandais présents.

La Chambre territoriale des comptes analyse la délégation de service public du transport aérien inter insulaire

La Chambre territoriale des comptes a rendu le 22 mai son rapport d'observations définitives sur la politique des transports aériens insulaires de la Polynésie entre 2008 et 2012, dans lequel elle souligne le déséquilibre de la délégation de service public accordée en 1990 à Air Tahiti, dont la collectivité ne détient que 14 % du capital. Le Pays a versé 374 millions de F CFP par an en moyenne à la société bien que le contrôle du programme commercial des vols de la compagnie n'ait pas été mis en œuvre.

Tourisme : parution du guide « *la Ora au cœur des traditions* » 2014-2016

Le GIE Tahiti Tourisme et l'Association des hôtels de famille de Tahiti et de ses îles (AHFTI) ont présenté, le 6 juin, l'édition 2014-2016 du guide « *la Ora au cœur des traditions* ». Ce recueil professionnel rassemble 103 pensions de famille labellisées en 2013 par l'association et classées de 1 à 5 « fare », sur les 293 pensions recensées par le Service du tourisme. Tiré à 20 000 exemplaires, ce guide est destiné à 500 tour-opérateurs et agents de voyage.

Numérique : 65 % des ménages polynésiens disposent d'un accès fixe à Internet

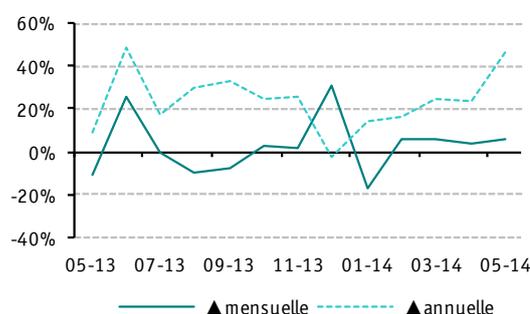
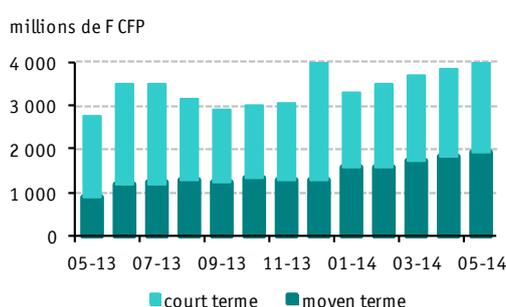
La Direction Générale de l'Économie Numérique (DGEN) a publié, le 16 mai, le *Rapport 2013 sur les usages du numérique en Polynésie française* qui confirme la forte implantation dans les Îles du Vent de la téléphonie mobile (98 % des ménages ont au moins un téléphone portable) et des outils informatiques (83 % des foyers possèdent un ordinateur). Si le taux de pénétration d'Internet dans les foyers s'élève à 79 % dans l'archipel, celui-ci chute à 16 % pour les archipels éloignés, pour une moyenne de 65 % pour la Polynésie française (83 % pour la France selon l'Insee).

4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Progression du refinancement en mai

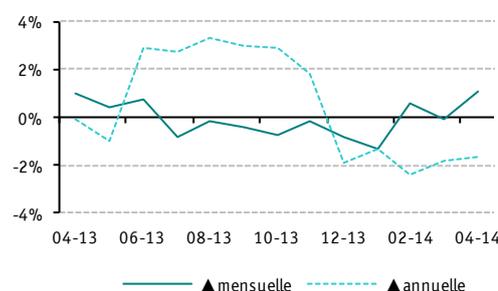
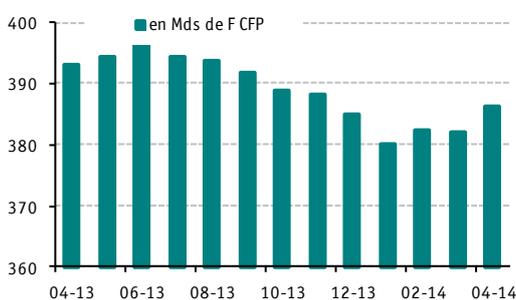
en millions de F CFP	mai-13	avr-14	mai-14	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 899	2 030	2 166	6,7%	14,1%
Utilisations à moyen terme	870	1 798	1 888	5,0%	116,9%
Refinancement total	2 770	3 827	4 054	5,9%	46,4%



Masse monétaire

Hausse des dépôts à vue sur le mois

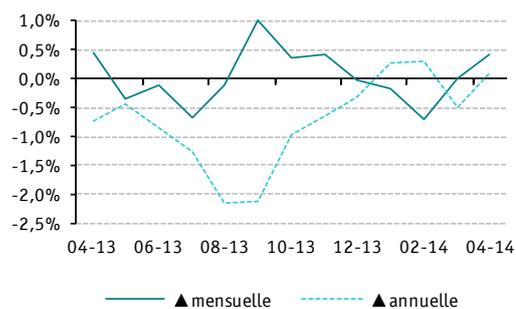
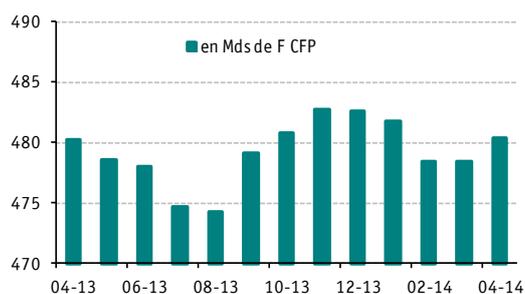
en millions de F CFP	avr-13	mars-14	avr-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 104	14 156	12 477	-11,9%	-17,4%
Dépôts à vue	155 625	147 114	153 661	4,5%	-1,3%
Comptes sur livrets	99 636	100 808	100 978	0,2%	1,3%
Comptes d'épargne logement	407	405	404	-0,3%	-0,9%
Dépôts à terme	120 088	117 891	117 180	-0,6%	-2,4%
Autres	2 064	1 706	1 652	-3,1%	-19,9%
Total M3	392 924	382 079	386 351	1,1%	-1,7%



Concours des banques locales à l'économie

Hausse des crédits à l'habitat

en millions de F CFP	avr-13	mars-14	avr-14	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	126 189	116 595	115 963	-0,5%	-8,1%
Crédits d'équipement	65 871	72 469	72 510	0,1%	10,1%
Crédits à l'habitat	163 707	165 872	166 664	0,5%	1,8%
Autres crédits	67 817	61 517	62 873	2,2%	-7,3%
Créances douteuses brutes	56 569	61 931	62 404	0,8%	10,3%
Total Concours de Caractère Bancaire	480 152	478 384	480 414	0,4%	0,1%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	avr-14	108,1	108,6	108,7	0,1%	0,6%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	avr-14	114,8	112,9	113,3	0,4%	-1,3%	
Commerce extérieur	<i>Exportations civiles (en M F CFP)</i>	avr-14	1 004	1 932	1 257	-35,0%	25,2%
	<i>Importations civiles (en M F CFP)</i>	avr-14	14 886	12 438	12 557	1,0%	-15,6%
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	avr-14	2 331	1 697	2 054	21,0%	-11,9%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	avr-14	92	52	78	51,2%	-15,0%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	mai-14	93	108	130	20,4%	39,8%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mai-14	470	478	500	4,6%	6,4%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	avr-14	2 223	1 680	1 872	32,4%	-15,8%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	avr-14	3 302	2 874	2 742	-4,6%	-17,0%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	mai-14	191	230	210	-8,7%	9,9%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	mai-14	2 960	2 750	2 781	1,1%	-6,0%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	avr-14	403	927	660	-28,8%	63,8%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	avr-14	103	51	72	41,2%	-30,0%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	avr-14	46	49	187	ns	ns	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	avr-14	151	223	158	-28,8%	5,2%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	avr-14	5	20	4	ns	ns	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	avr-14	20	84	25	ns	ns	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	avr-14	68	31	55	ns	ns	
Tourisme							
Nombre de touristes	mars-14	13 897	12 410	15 410	24,2%	10,9%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	mars-14	61,1%	56,3%	59,0%	2,7 pts	-2,1 pts	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers							
(Encours des banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages							
	<i>Dépôts à vue</i>	mai-14	56 377	58 875	58 875	0,0%	4,4%
	<i>Comptes sur livret</i>	mai-14	92 910	94 810	94 810	0,0%	2,0%
	<i>Dépôts à terme</i>	mai-14	69 521	66 408	66 408	0,0%	-4,5%
Entreprises							
	<i>Dépôts à vue</i>	mai-14	80 498	75 777	76 045	0,4%	-5,5%
	<i>Dépôts à terme</i>	mai-14	44 874	43 209	44 794	3,7%	-0,2%
Encours bancaires							
Ménages							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	mai-14	76 410	75 328	75 251	-0,1%	-1,5%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	mai-14	143 540	147 885	147 949	0,0%	3,1%
Entreprises							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	mai-14	39 873	33 710	33 545	-0,5%	-15,9%
	<i>Crédits d'équipement</i>	mai-14	56 428	64 073	63 905	-0,3%	13,3%
<i>(source : IEOM)</i>							

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,10%	11/06/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,15%	11/06/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,40%	11/06/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	14/04/2014	0,25%	3,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	14/04/2014	0,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/04/2014	0,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/05/2014	30/04/2014	Var. M-1
EONIA	0,4480%	0,4000%	+ 0,048 pt
EURIBOR 1 mois	0,2510%	0,2610%	- 0,010 pt
EURIBOR 3 mois	0,3110%	0,3390%	- 0,028 pt
EURIBOR 6 mois	0,3970%	0,4380%	- 0,041 pt
EURIBOR 12 mois	0,5720%	0,6140%	- 0,042 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/05/2014	30/04/2014	Var. M-1
TEMPE	0,2564%	0,2488%	+ 0,008 pt
EURIBOR 1 mois	0,2430%	0,2530%	- 0,010 pt
EURIBOR 3 mois	0,3250%	0,3300%	- 0,005 pt
EURIBOR 6 mois	0,4180%	0,4300%	- 0,012 pt
EURIBOR 12 mois	0,5930%	0,6040%	- 0,011 pt
TMO	2,0900%	2,2600%	- 0,170 pt
TME	1,8900%	2,0600%	- 0,170 pt
TRBOSP	1,9700%	2,2500%	- 0,280 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2014	0,04%	06/02/2014
année 2013	0,04%	01/03/2013

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/05/2014	30/04/2014	31/03/2014	30/05/2014	30/04/2014	31/03/2014	30/05/2014	30/04/2014	31/03/2014
taux JJ	0,130%	0,150%	0,130%	0,056%	0,056%	0,053%	0,440%	0,440%	0,440%
3 mois	0,280%	0,230%	0,240%	0,135%	0,135%	0,135%	0,570%	0,520%	0,520%
10 ans emprunts phares	2,480%	2,680%	2,750%	0,580%	0,620%	0,650%	2,570%	2,680%	2,760%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1^{er} avril 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,91%
Prêts à taux fixe	5,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,92%
Prêts à taux variable	4,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,79%
Prêts-relais	5,39%	Découverts en compte (1)	13,37%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,31%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,27%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	15,09%	Découverts en compte (1)	13,37%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,21%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	87,6988	1 NZD/XPF	74,3176	1 HKD/XPF	11,3120	1 GBP/XPF	146,7615	
100 JPY/XPF	86,2473	1 AUD/XPF	81,5386	1 SGD/XPF	69,9524	100 VUV/XPF	91,3239	1 FJD/XPF	47,5842